

Une rentrée catastrophe : suppressions de postes et mise en place de réformes mettant à mal le service public d'éducation

2650 emplois d'enseignants sont supprimés dans le second degré pour la rentrée 2019.

Jean-Michel Blanquer organise l'accélération de la dégradation des conditions d'enseignement. La réforme du lycée, après celle du collège poursuit les mêmes buts, au premier rang desquels la suppression de moyens. Les horaires d'enseignement vont continuer à baisser, l'offre de formation se restreindre, les effectifs de classe augmenter.

Pour masquer cette cruelle réalité, le ministre fait une présentation tronquée qui confine à la manipulation puisqu'il tente de dissimuler la masse des suppressions en disant compenser 2085 suppressions d'emplois par un volume d'heures supplémentaires équivalent. Il n'affiche ainsi dans sa présentation « que » 365 suppressions d'emplois au niveau national et 36 pour l'académie de Limoges, qui paye un tribut démesuré en supportant 10% des coupes nationales.

Mais la réalité des dotations des établissements sera bien pire et 2650 emplois vont bien disparaître leur compensation éventuelle par des heures supplémentaires n'y changera rien. L'entourloupe ministérielle ne permettra pas de cacher la véritable ponction à venir : environ 60^(*) emplois de professeurs devraient être supprimés à la rentrée 2019 dans l'académie de Limoges.

Le SNES-FSU dénonce l'abandon du service public d'éducation et le mépris du ministre et du gouvernement pour la communauté éducative qui rejette une à une l'ensemble de leurs réformes : Parcoursup, le bac, le lycée. Dans « l'école de la confiance du ministre », il y a loin de la parole aux actes, le SNES-FSU appelle les personnels à se tenir prêts pour l'action dans les établissements au moment de l'examen des dotations.

(*) l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires devrait conduire à la suppression de 24 emplois supplémentaires dans notre académie. Estimation basée sur le nombre d'heures supplémentaires effectuées à la rentrée 2018 dans l'académie et sur l'augmentation annoncée nationalement pour les heures supplémentaires.